



LA RETRAITE À POINTS ET RÉPRESSION : C' EST TOUJOURS NON !

UNION, ACTION, JUSQU'À SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS !

Après deux mois d'une mobilisation inédite, déterminée, et toujours soutenue par une majorité de la population, le gouvernement s'obstine. Ça tombe bien : nous aussi ! Le gouvernement nous sert sans relâche un discours mensonger sur la prétendue portée universelle de son projet de réforme des retraites, tout en procédant dans le même temps à des dérogations ça et là pour des secteurs professionnels triés sur le volet, comme la police ou les militaires, par exemple.

La contradiction ne les gêne visiblement pas, lorsqu'il s'agit de tenter de diviser les travailleur.ses. Mais nous ne sommes pas dupes. Il y a l'intox et les faits. Au final, nous serons toutes et tous perdant.es de cette réforme et la seule alternative résidera dans la retraite par capitalisation, ouverte à celles et ceux qui auront les moyens de s'offrir des épargnes complémentaires.

On nous appelle à nous serrer la ceinture pour compenser un prétendu déficit. Mais si le gouvernement arrêta de faire des cadeaux de plusieurs milliards d'euros au patronat en les exonérant de cotisations sociales, le déficit n'existerait pas ! Si les salaires augmentaient, si les femmes touchaient le même salaire que les hommes, les cotisations sociales augmenteraient d'autant, finançant ainsi nos caisses de retraites !

Mais Macron et son monde préfèrent faire main basse sur cet argent qui sert la solidarité et non leurs intérêts égoïstes. Le système par point détruit cette solidarité. Chacun et chacune cotiserait pour soi. Il ne respecte pas non plus les spécificités des métiers et leur pénibilité en effaçant les 42 régimes de retraite. L'espérance de vie n'est pas la même pour toutes et tous selon nos métiers. On nous demande de partir à partir de 62 ans, alors que selon les dernières statistiques Eurostat, l'espérance de vie en bonne santé en France est de 64,1 ans chez les femmes et 62,7 ans chez les hommes.

Mais ça, le gouvernement s'en moque. Nous ne nous laisserons pas faire ! L'égalité, ce n'est pas niveler par le bas. La bataille que nous menons est idéologique : au monde de la finance et de la capitalisation, nous opposons les valeurs de solidarité qui ont toujours été au cœur de nos luttes et de notre système social. Nos conquêtes sociales ne sont pas négociables à la baisse !



Dans le même temps, les lycéen.nes de Sarthe qui se sont mobilisé.es contre la réforme du baccalauréat dans leurs établissements ont dû faire face à une violente répression policière, appuyée et cautionnée par certain.es chef.fes d'établissement. Coups, gazages, interpellations, garde à vue..., voilà comment on écoute la jeunesse en lutte pour son avenir ! Ces pratiques sont inacceptables et délétères.

Les lycéen.nes et leurs professeur.es ont toutes les raisons de se mobiliser. Le Bac Blanquer et les E3C sont une attaque à la dimension égalitaire de l'examen du baccalauréat, et ne fera qu'augmenter les inégalités socio-économiques et géographiques.

Que vaudra un bac obtenu au lycée Henry IV contre un bac obtenu dans un petit lycée de campagne sarthoise sur le marché du travail ? Cette réforme va à l'encontre des valeurs émancipatrices chères aux travailleur.ses de l'éducation, dont la colère est aussi légitime que celle de leurs élèves. Nous voyons clair dans le jeu de Blanquer, dont les objectifs réels ne sont ni plus ni moins que des suppressions de poste et autres économies à tout crin, sur le dos des élèves, qui en seront les premières victimes.

Cette réforme a été appliquée de force, dans des conditions iniques et anxiogènes dénoncées par tou.tes les enseignant.es. Toutes et tous, soutenons les lycéen.nes dans leur juste colère, et dénonçons la violence qui leur est donnée comme réponse.

Nous restons déterminé.es et proposons des alternatives pour améliorer les droits de toutes et tous :

- Augmentons les salaires dans le privé et les rémunérations dans le public.
- Mettons immédiatement en place l'égalité salariale homme/femme.
- Mettons fin aux emplois précaires qui fragilisent les salarié.es.
- Aidons les jeunes en prenant en compte leurs années d'étude avant l'entrée sur le marché du travail.
- Mettons fin aux exonérations patronales et réorientons leurs crédits d'impôts vers le régime de retraite.
- Élargissons l'assiette de cotisations afin d'inclure tou.tes les travailleur.ses dans le régime par répartition et de fermer à tout prix la porte à la capitalisation.

- Faisons de la lutte contre l'évasion fiscale une priorité.

- Appelons au boycott des E3C et soutenons les lycéen.nes dans leur lutte.

C'est pourquoi les organisations syndicales CGT, FO, FSU, SUD Solidaires, CNT et UNEF de Sarthe appellent l'ensemble du camp des travailleurs et des travailleuses (salarié.es, précaires, la jeunesse et les retraité.es) à participer et à amplifier la mobilisation pour la défense de nos retraites.

**Toutes et tous mobilisé.es !
On ne lâche rien !**

Calendrier des actions du 12 au 20 février

Mercredi 12 février

Rassemblement devant Paixhans à 17h30 pour dénoncer la répression policière contre les lycéen.nes lors des mobilisations contre les E3C.

Vendredi 14 février

Rassemblement convivial et revendicatif place de la République de 12h à 16h « J'aime mon hôpital »

Jeudi 20 février

Journée nationale de grève et de manifestation
Rendez-vous à 13h30 place de la Préfecture contre la retraite par points et contre la répression du mouvement social

